

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 184/05

AMR 28/015/2005 – ÉFAI

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

ÉQUATEUR

**María Teresa Cherres Mesías (f), responsable communautaire à Condor, un village de la province d'Orellana**

**ainsi que d'autres responsables communautaires de la province d'Orellana**

---

Londres, le 11 juillet 2005

María Teresa Cherres Mesías, responsable communautaire du village de Condor, dans la province d'Orellana (région de l'Amazone), a été la cible de menaces et de tentatives d'intimidation. Celles-ci semblent avoir un lien avec son opposition à l'exploitation de la région par une compagnie pétrolière, ainsi que ses activités en faveur des droits des ouvriers des entreprises pétrolières et des populations résidant dans les zones d'exploitation de la province. Amnesty International craint que sa vie ne soit en danger, tout comme celle d'autres responsables communautaires.

Le 24 mai, María Teresa Cherres Mesías et plusieurs autres dirigeants communautaires de Condor et des localités voisines ont organisé une manifestation afin de demander aux autorités équatoriennes d'investir davantage dans les infrastructures des localités exploitées par la compagnie. Un groupe d'hommes auraient demandé à des participants qui était à l'origine du rassemblement. L'un d'eux, qui était manifestement accompagné de plusieurs militaires, aurait abordé María Teresa Cherres Mesías et lui aurait dit : « *J'espère ne jamais tomber sur vous quand vous serez seule* ». María Teresa Cherres Mesías a porté plainte auprès du ministère public de Coca, la capitale de la province, le 31 mai. Cependant, à la connaissance d'Amnesty International, les autorités n'ont pas diligencé d'enquête sur ces menaces.

Le 30 juin, María Teresa Cherres Mesías aurait été suivie par un homme qui, selon elle, travaille pour une compagnie pétrolière implantée dans la région. Elle animait un atelier consacré à l'éducation aux droits humains, qui était fréquenté par des responsables communautaires de la province d'Orellana. En octobre 2004, María Teresa Cherres Mesías a signalé à des organisations non gouvernementales (ONG) locales que cet homme l'avait suivie à de nombreuses reprises et qu'il avait demandé à d'autres personnes où elle se trouvait. À la connaissance d'Amnesty International, les autorités n'ont pas pris la moindre mesure afin que cette femme puisse poursuivre ses activités sans crainte de représailles.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

Ces dernières années, Amnesty International a été informée à plusieurs reprises de menaces, notamment de mort, et d'autres actes d'intimidation à l'encontre de défenseurs des droits humains, de communautés et de leurs responsables, ainsi que d'ONG qui avaient critiqué la politique du gouvernement en matière d'exploitation pétrolière (pour de plus amples informations, voir l'AU 147/05, AMR 28/013/2005 du 1<sup>er</sup> juin 2005, l'AU 75/04, AMR 28/005/2004 du 20 février 2004 et ses mises à jour, AMR 28/009/2004 du 15 mars 2004 et AMR 28/012/2004 du 7 avril 2004, l'AU 156/04, AMR 28/014/2004 du 26 avril 2004 et l'AU 36/04, 28/002/2004 du 3 février 2004). Amnesty International a exhorté les autorités à enquêter sur ces menaces et à traduire en justice les responsables présumés de ces agissements. Toutefois, personne n'a été inculpé à ce jour.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

– dites-vous préoccupé par la sécurité de María Teresa Cherres Mesías et des autres responsables communautaires du village de Condor, dans la province d'Orellana ;

– déclarez-vous inquiet par les menaces et les tentatives d'intimidation dont cette femme a été la cible en raison, semble-t-il, de son engagement aux côtés des populations affectées par les activités des compagnies pétrolières ;

– exhortez les autorités à garantir la sécurité de María Teresa Cherres Mesías et des autres responsables communautaires de Condor, conformément aux souhaits de ces personnes ;

– demandez instamment qu'une enquête approfondie soit menée de manière impartiale sur les actes d'intimidation dirigés contre María Teresa Cherres Mesías, que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les responsables présumés soient traduits en justice.

**APPELS À :**

**Ministre de l'Intérieur :**

Dr. Mauricio Gándara Gallegos  
Ministro de Gobierno, Policía  
Justicia, Cultos y Municipalidades  
Ministerio de Gobierno y Policía  
Benalcázar y Espejo  
Quito, Équateur

**Fax :** +593 2 258 1030 (Si une personne décroche, veuillez dire : « *Tono de fax, por favor* »)

**Formule d'appel :** *Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre,

**Procureure générale par intérim :**

Dra. Cecilia Armas Tobar  
Ministra Fiscal Subrogante  
Fiscalía General del Estado  
Av. Eloy Alfaro Nº 32-240 y República  
Quito, Équateur

**Fax :** +593 2 2558 561 (si un correspondant vous répond, veuillez demander le fax : « *Tono de fax, por favor* »)

**Formule d'appel :** *Señora Fiscal General Subrogante*, / Madame,

**COPIES À :**

**Organisation de défense des droits humains :**

Comisión Ecueménica de Derechos Humanos (CEDHU)  
Carlos Ibarra 176 y 10 de Agosto  
Edif. Yuraj Pirca, 9no. piso  
Quito, Équateur

**Fax :** +593 2 258 9272 (Si une personne décroche, veuillez dire : « *Tono de fax, por favor* »)

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Équateur dans votre pays.

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRÈS LE 23 AOÛT 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*